



## **PRESENTATION SUCCINTE DE MON PARCOURS PERSONNEL PROFESSIONNEL ET POLITIQUE : MA VISION POUR LE BURKINA FASO**

### **I - MON PORTRAIT**

Native de Toma, dans le Nayala, j'ai une solide expérience dans le militantisme politique. Même si je n'ai jamais occupé des postes de responsabilité, j'ai toujours été active dans le mouvement étudiant, et avec les femmes du Mouvement de Libération National (MLN), ensuite de l'Union Progressiste Voltaïque (UPV), du Front Progressiste Voltaïque (FPV), nous battions ensemble la campagne lors des élections.

Après l'école primaire à Toma, titulaire d'une bourse de l'Etat, je suis inscrite au collège de Jeunes Filles de Tounouma, (puis je passe un an à Nasso) et j'obtiens le Brevet d'études, avant de migrer à Ouagadougou pour le lycée Notre dame de Kologh-Naba.

Admise au baccalauréat Série A4, je m'inscris en Droit à l'Université du Bénin à Lomé (Togo), ouverte dans l'urgence pour accueillir les étudiants qui avaient été expulsés de l'université d'Abidjan en 1970 à la suite d'une grève attribuée aux étudiants d'extrême gauche, agents du communisme en terre ivoirienne.

Il manquait de structures pédagogiques et d'accueil à Lomé, aussi, à la fin de la première année, je suis partie continuer à Poitiers, en France où j'ai obtenu une maîtrise en Droit Privé option Droit des Affaires. Je n'avais aucune idée fixe sur le métier que je souhaitais exercer quand un ami togolais m'apporta une coupure de presse présentant l'expertise-comptable comme un métier d'avenir. Quand j'ai lu l'article, j'ai compris tout de suite que c'est exactement ce que je voulais faire (et je suis maintenant à la tête d'un cabinet d'une vingtaine de salariés à Ouaga, avec des représentations à Bamako et à la Verrière, dans les Yvelines en Région parisienne).

Je m'inscris alors en comptabilité à Orléans, y décroche le diplôme et rentre au pays en 1976.

Je commence à travailler dans un Bureau d'Etudes et à la Banque Nationale de Développement (BND) tout en suivant des cours par correspondance, mon ambition étant d'obtenir le titre d'Expert-Comptable. En 1981, je valide mon année, mais il me faut faire un stage obligatoire de trois ans, avant de décrocher le parchemin. Par chance, un Expert-Comptable en France est disposé à me recevoir pour un an, les deux années de stage restantes pouvant être effectuées en Haute Volta aujourd'hui Burkina.

Mais, mes supérieurs et certains de mes collègues ne voient pas d'un bon œil mon projet. Souvenirs amères : Le directeur administratif et financier a donné un avis

favorable, de même que la direction générale. Mieux, mes supérieurs avaient même promis de créer un poste de contrôleur de gestion que j'occuperai à mon retour. Malheureusement, il y a eu un changement de direction avec l'arrivée de Monsieur Talata Dominique Kafando. Mes collègues lui ont indiqué que j'ai manipulé son prédécesseur et qu'ils ne sont pas d'accord que je parte en stage. Ils l'ont convaincu et il m'a appelée pour me dire qu'il n'allait pas signer les documents. Je lui ai expliqué que la BND n'a rien à déboursier, mais il a refusé. J'ai alors demandé une mise en disponibilité d'un an, m'engageant à revenir, ce qu'il a également refusé, en disant que ce n'est pas prévu dans les statuts de la banque. Avec la volonté qui caractérise une « Samo », je ne renonce pas à réaliser mon projet.

C'est alors que l'on me signifie clairement que je serai considérée comme démissionnaire, une menace que la direction n'a pas tardé à mettre à exécution en m'envoyant une lettre récapitulative de mes droits et un certificat de travail, pas assez pour me dissuader! J'avais déjà vendu ma voiture et les biens de la famille et je débarque le 8 janvier 1982 à Vannes, dans le Morbihan (Ouest de la France) à un jour près de la clôture des inscriptions.

Je suis alors partie pour exécuter mon stage, et au lieu d'une année, je suis restée trois ans parce que, à l'époque, quand on était résident à l'étranger, on devait faire un an en France et deux ans dans son pays d'origine.

Mais comme j'étais maintenant en France, qu'on m'avait licenciée, que je n'avais plus d'emploi, j'ai profité de faire venir mes enfants. A la fin du stage et le diplôme obtenu (je suis Expert-Comptable Diplômée, Maître en Droit des Affaires), je ne pouvais toutefois pas m'inscrire à l'Ordre des Experts-Comptables, le métier étant réservé aux nationaux français.

Pour les étrangers, il fallait une autorisation du Ministre français du Budget, une enquête de moralité et le tout pouvant prendre trois ans avant d'avoir une réponse.

En attendant, je travaille comme salariée et en 1991, je rentre ouvrir un cabinet au Burkina, une aventure qui a failli mal tourner. La clientèle se fait rare et certains ne sont pas loin de penser que je ne suis que la vitrine (comme si je n'étais qu'un prête-nom), les vrais patrons du cabinet étant tapis dans l'ombre.

Découragée, je pense à tout arrêter, déclarer la faillite quand par miracle, un cabinet international à la recherche d'un partenaire au Burkina, et qui avait entendu parler de moi, appelle au bureau et demande à parler à Mme Sawadogo, mon nom d'épouse à l'époque. Une opportunité que j'ai bien saisie et qui m'a décidée à rester au Burkina, même après que j'aie obtenu en 1994 l'autorisation d'exercer en France.

Plus tard, j'ouvrirai un bureau en France, puis à Bamako en 2010 et depuis lors, je fais en permanence, le triangle Ouaga-Paris-Bamako.

Les affaires marchent normalement et j'ai des collaborateurs qui sont compétents, ce qui me laisse le temps de m'occuper par moment de mes petits-enfants et me consacrer à l'activité politique en prêchant la bonne parole du socialisme, mais aussi à l'activité agricole une autre de mes passions.

Je suis pour la solidarité, l'égalité et le partage ; des valeurs socialistes qui me conviennent, même si je sais que dans le passé, nos adversaires politiques ont caricaturé l'idée de partage dans les campagnes et que cela nous a fait du tort. (Allusion aux propos de campagne lors de la présidentielle de 1974, quand les militants du Rassemblement Démocratique Africain (RDA) ont saboté le programme du candidat du Mouvement de Libération National (MLN) de Joseph Ki Zerbo, en expliquant aux paysans que si le Samo est élu président, il va rassembler vos récoltes et les partager à tout le monde, y compris à ceux qui n'ont pas cultivé).

Je suis militante du PDP/PS et l'ai toujours été depuis le MLN, cela même si, durant la révolution, le Front Progressiste Voltaïque (FPV), [l'ancêtre du PDP/PS], était dans la clandestinité et ses cadres brimés. Le Professeur Joseph Ki Zerbo était réfugié à Dakar, et mon ex-mari, qui était un cadre du parti, a été délogé alors qu'il était en train de terminer une thèse en biologie en France. Il n'est rentré qu'en 1990, après l'avènement de la rectification. Je n'ai pas vécu la période révolutionnaire, mais je suis restée fidèle au Parti.

Bientôt, les Burkinabè iront aux urnes pour élire le président du Faso et les 127 députés qui composent l'assemblée nationale. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les Burkinabè se sont régulièrement rendus aux urnes pour élire leurs représentants. Mais le rendez-vous du 11 octobre est une première parce que les citoyens devront élire le même jour, dans le même bureau de vote, le président de la république et les députés. Ces élections sont aussi organisées dans un contexte politique particulier, un an après l'insurrection populaire qui a provoqué la chute du régime de Blaise Compaoré en octobre 2014 et la mise en place d'un gouvernement de Transition.

Sous la bannière du PDP/PS, la candidate du Mouvement de libération nationale (MLN) et ses camarades ont pris part activement aux manifestations et actions contre le projet de révision de l'article 37 de la constitution et revendiquent leur part dans la victoire du peuple sur la volonté de l'ancien de régime de tripatouiller la constitution. Désormais, l'alternance démocratique est possible dans notre pays.

Mais l'aspiration de notre peuple va au-delà de la simple alternance, c'est-à-dire, le remplacement d'une équipe par une autre. Ce que veulent les insurgés des 30 et 31 octobre 2014, c'est un changement radical du mode de gouvernance, de la gestion de la chose publique et du sens de responsabilité des dirigeants. C'est l'avènement d'une société régie par la promotion de la vertu, des dirigeants intègres, compétents et totalement dévoués à la cause du peuple.

Pour le MLN-BF, l'échéance du 11 octobre est un rendez-vous crucial parce que le mouvement est né quelques semaines avant, conséquence d'une divergence fondamentale avec une partie des militants du PDP/PS.

**Ce regroupement incarne la majorité** qui souhaite une candidate à l'élection présidentielle qu'il avait investie le 28 juin 2015 lors d'un Congrès Extraordinaire, face à une minorité qui est pour la fusion avec un autre parti et qui soutient ce parti nonobstant une candidature interne du Parti.

Je suis une candidate indépendante portée par le Mouvement de Libération National Burkina Faso (MLN-BF) un Regroupement créé à la faveur du nouveau code électoral et qui est au sein du Parti pour la Démocratie et le Progrès Parti Socialiste (PDP/PS) du Professeur Joseph Ki Zerbo.

Ainsi, Françoise Toé reste une militante socialiste, fière de l'héritage que lui a légué le premier mouvement progressiste au Burkina depuis les luttes pour l'indépendance jusqu'au retour à une vie constitutionnelle normale en passant par les régimes d'exception.

**La particularité de ma candidature** est que je suis une femme politique, pas une politicienne professionnelle. Même si je n'étais pas au-devant de la scène, je suis dans le combat politique depuis très longtemps aux côtés du professeur Joseph Ki-Zerbo et de certains de ses Compagnons de lutte. J'ai participé à toutes les manifestations contre la révision de l'article 37. J'ai des convictions et une expérience professionnelle qui font que je suis au courant des problèmes auxquels les Burkinabè sont confrontés au quotidien, en particulier les jeunes et les femmes. Je ne tiens pas de discours démagogique du genre, « avec moi, tout va se régler » ; non ; mais je mettrai en place une politique de soutien à l'initiative privée et au secteur non structuré.

Contrairement à certains qui ont été ses ministres, ses cadres et qui ont honte de leur passé, je n'ai jamais été proche de l'ancien régime ; le parti dont je me réclame l'a combattu sans relâche.

## II MON PROJET DE SOCIETE

Le projet de société que je me propose de présenter n'est ni une formulation théorique abstraite et idéologique, ni un catéchisme à réciter, ni une simple plate-forme électorale, mais pourrait constituer des pistes de réflexion pour un programme de gouvernement. Il ne s'agit pas d'un engagement à court terme à caractère tactique, technique, gestionnaire, ni électoraliste.

Ce n'est pas un appât politique destiné à masquer l'horizon pour les militants et les électeurs. Ce n'est même pas une carte d'identité portée dans la poche comme preuve juridique ou administrative.

Notre projet de société est une autoproduction collective qui renvoie au long terme, à des options fondamentales qui sont des raisons de vivre et qui peuvent animer un militant durant toute une vie.

Ce projet intègre également le terme « lutte » qui montre que le projet de société n'est constitué véritablement que par le combat permanent pour concrétiser des engagements et des options qui sans cela seront désincarnés. Le projet de société est une autoproduction collective qui vise à construire un monde meilleur et non à reproduire par clonage le statu quo.

En un mot, nous prenons comme engagement de joindre les actes aux paroles pour mériter la confiance que les burkinabés voudront nous témoigner en adhérant massivement à ce projet de société par leur vote le 11 octobre 2015 mais aussi le 31 janvier 2016 à l'occasion des élections municipales.

Nous avons comme ambition de réaliser une transformation sociale en vue de forger un autre monde dont le logiciel sera constitué par les idées matrices du projet. Changer la vie en changeant structurellement la société, tel est l'objectif.

**Ce projet de société est donc fondamentalement optimiste parce que progressiste.** Cela implique que le militant se connaît lui-même et connaît la société dans laquelle il vit. Cela implique aussi une relation dialectique permanente entre la théorie et la pratique, entre le conjoncturel et le structurel, entre l'individuel égocentrique et le collectif.

Les exigences du projet partent donc de l'état des lieux et du statu quo. Or que voyons-nous ? Que constatons-nous à cet égard dans le champ politique au Burkina Faso et en particulier quant à la situation de la femme ?

La cause de la femme et de l'enfant à travers la formation et la problématique du genre occupe une place de choix dans nos valeurs : **il s'agit de désaliéner la femme burkinabé de toutes les charges physiques, sociologiques, morales et**

**psychologiques qui l'écrasent aujourd'hui par une libération économique (crédit, propriété foncière) et juridique (code de la famille).**

Pour réussir dans cette tâche, nous avons retenu certains points qui nécessitent un engagement volontariste à savoir : réaliser l'égalité des genres et assurer un travail décent aux femmes afin d'améliorer leur condition.

L'égalité et le traitement égal, indépendamment du sexe et de l'âge, de l'orientation et de l'identité sexuelle, de la religion ou de l'origine ethnique ne sont pas seulement établis par la loi dans de nombreux pays, **ils sont également le fondement de nos valeurs socialistes**. Ainsi, les désavantages et l'oppression en rapport avec le fait d'être une femme sont difficiles à surmonter et pour les saisir il faut observer les causes sous-jacentes des problèmes.

En effet, le genre est la somme des aspects sociaux, culturels et comportementaux attribués au sexe. Ces points de vue et ces comportements peuvent confiner les femmes dans un rôle secondaire.

La libération de la position d'impuissance et la lutte pour l'égalité des droits, la participation et les chances sont une tâche majeure pour la démocratie sociale. La lutte contre la discrimination croissante des femmes est au cœur de notre Mouvement et n'est pas limitée par des frontières territoriales, religieuses ou socio-culturelles.

Aussi envisageons-nous mettre l'accent sur :

- La formation quantitative (l'école pour tous et toutes) et qualitative des femmes car l'éducation permet leur émancipation et contribue à leur assurer une autonomie économique et financière,
- Créer des conditions d'accès à l'emploi par des dispositions de « discrimination positive » dans les embauches, pratiquer la politique « à qualification égale, salaire égal »,
- Intensifier la lutte contre les excisions, les mariages précoces et les grossesses non désirées par une application rigoureuse de la loi et de sanctions exemplaires à l'encontre des contrevenants,
- Accentuer la lutte contre les violences conjugales et toutes formes de violences contre les femmes,
- Gratuité des moyens de contraception pour les jeunes filles des collèges et lycées afin d'éviter les grossesses précoces cause d'interruption de la scolarité,
- Faciliter l'accès au crédit avec des taux bonifiés,
- Faciliter l'accès à la propriété foncière,

- Favoriser la participation des femmes à la gouvernance est de la plus haute importance,
- Encourager l'entreprenariat féminin,
- Règlementation du secteur informel qui est majoritairement animé par les femmes afin de leur assurer des conditions de travail décent et leur servir une couverture sociale,
- Créer des conditions de prise en charge des soins médicaux pendant la maternité afin de leur prodiguer des soins permettant de réduire les taux de mortalité infantile et maternelle.
- Possibilité d'octroi de congés de maternité plus longs avec maintien d'une allocation spéciale,
- Inciter et sensibiliser sur le partage des tâches ménagères dans le foyer pour assurer un meilleur épanouissement de la femme,
- L'enregistrement dès la naissance, l'état civil et la délivrance automatique de l'acte de naissance puis l'acquisition obligatoire dès l'âge requis des pièces nécessaires pour la vie active (carte d'identité, certificat de nationalité) cela permettra aux décideurs d'avoir des statistiques fiables et aux citoyennes et citoyens d'accéder plus facilement aux différents services
- Soutenir les politiques de protection de la maternité et celles qui visent à concilier vie professionnelle et vie familiale. Qu'il s'agisse de protection de la maternité ou d'équilibre entre vie professionnelle et vie familiale, nous pourrions élaborer des politiques qui aient une portée beaucoup plus large et qui contribuent réellement à l'égalité entre hommes et femmes.
- Traiter sérieusement la question des soins de proximité ; d'une manière générale, il n'y a pas suffisamment de services et d'infrastructures qui reconnaissent, valorisent et soutiennent ce type de travail, qu'il soit ou non rémunéré (services aux personnes âgées).
- Faciliter l'entrée des femmes dans la vie active : de nombreuses femmes souhaitent entrer sur le marché du travail. Nous pourrions accorder davantage d'attention aux politiques actives du marché du travail et instaurer, sur les lieux de travail, une culture qui contribue à supprimer toute discrimination professionnelle, à accorder aux emplois à prédominance féminine la même importance qu'aux autres emplois et à créer des emplois de qualité tant pour les femmes que pour les hommes,
- Intervenir au plus tôt pour gommer les disparités entre les hommes et les femmes ; ces disparités commencent en effet dès l'enfance et s'accroissent tout au long de la vie. Il faut offrir aux filles et aux garçons, aux hommes et aux femmes, une éducation, une formation et des activités de perfectionnement de grande qualité, assorties de stratégies efficaces en faveur de l'emploi des jeunes.



- Rappeler que l'égalité pour les femmes au travail est avantageuse pour tout le monde. Il faut montrer aux hommes pourquoi ils doivent prendre part à ce débat et à la recherche de solutions. Il est indispensable que les hommes soient associés aux stratégies de promotion de l'égalité entre hommes et femmes si l'on veut accélérer le changement – cette égalité est en effet l'affaire de tous et constitue un bienfait pour l'individu, la famille, l'entreprise et la société.
- Il est impératif de promouvoir des emplois décents pour les femmes, dès maintenant et pour la prochaine génération. S'intéresser à l'avenir du travail, c'est aussi nécessairement s'occuper de l'avenir des femmes dans le monde du travail.

Il s'agit pour le MLN-BF de lutter pour conquérir le pouvoir mais en même temps, il doit investir son énergie aussi bien dans la réflexion théorique que dans l'initiative concrète et enfin en tirant des leçons **de l'expérience progressiste** en Afrique et ailleurs, pour changer la vie au quotidien des femmes dans des domaines fondamentaux pour la majorité du peuple.

Cependant ne vous méprenez pas sur nos propos qui n'excluent pas l'autre moitié de l'humanité. Ils ne signifient pas une volonté de transférer aux femmes ce qui revient normalement aux hommes car notre Projet de Société met au cœur de ses préoccupations, les valeurs socialistes qui consistent à réaliser le mieux possible le bien être des Burkinabé et de faire en sorte qu'une plus grande égalité soit entre les hommes et les femmes et qu'ils apportent dans la vie leur connaissance, leur expérience tant aux hommes (grands ou petits) qu'aux femmes.

## **Si je suis élue à la présidence, les mesures que je prendrai seront :**

- Examiner rapidement comment mettre en œuvre les conclusions de la Commission de Réconciliation Nationale et des Réformes afin de réconcilier les Burkinabè que la politique du régime Compaoré a dressés les uns contre les autres durant 27 ans. Il y a des rancœurs qu'il faut « vider » afin de repartir sur de nouvelles bases.
- J'ai placé ma candidature sous le signe de l'éthique, car même avec des moyens financiers considérables, tant que ceux qui sont aux affaires n'auront pas le sens de l'éthique, il n'y aura pas de développement. Toute mon équipe devra respecter cette éthique pour assurer la bonne gouvernance qui a tant manqué pendant 27 ans.
- Je veux réhabiliter le travail, l'effort et le mérite. Il n'est pas normal que le « croupion » de la classe, ou le « fainéant » du quartier, parce qu'il a des relations bien placées, roule carrosse et nargue ceux qui se battent comme de « beaux diables » pour joindre les deux bouts.
- Je suis une candidate socialiste qui revendique l'héritage du Pr Joseph Ki-Zerbo ; j'encourage l'initiative privée étant moi-même Expert-comptable dans le privé, parce qu'il faut d'abord créer les richesses avant de les répartir de façon équitable. Vous comprenez que je suis pour l'économie de marché, mais pas la société de marché parce que je considère que tout n'est pas commercialisable,
- Je créerai une banque agricole pour soutenir la production nationale parce que nous consacrons beaucoup d'argent à importer des céréales et je prendrai les dispositions afin de faciliter l'accès à la propriété foncière des femmes.
- Je créerai un département dédié à l'intelligence économique parce qu'il faut accompagner nos entreprises dans la compétition régionale, africaine et mondiale et aussi les pouvoirs locaux afin qu'ils gèrent mieux leurs ressources. Sur ce point, je sais compter sur l'apport de nos compatriotes vivant à l'étranger et qui n'attendent qu'on les sollicite intelligemment.

## **Mes priorités seront les suivantes**

M'attaquer au problème de l'Université et de la formation. J'ai mal au cœur quand je regarde ce qui se passe à l'université de Ouagadougou.

- Dans certaines filières, on ne sait pas quand commence la rentrée et quand elle se termine. Vous savez, à cause du dérèglement climatique, ici au Burkina, on ne sait plus quand commence la saison des pluies et quand elle s'arrête. Eh bien, à l'université, c'est pareil ; le calendrier est pour ainsi dire agricole, comme me le disait avec humour un ami, c'est à dire aléatoire. Il faut mettre fin à cette catastrophe. Des états généraux de l'université permettront de faire un état des lieux des causes de cette situation afin d'y apporter les solutions.
- Ensuite, je parlais du mérite tout à l'heure ; je vais redonner à la bourse son sens véritable, c'est à dire l'accorder aux plus méritants et qui sont de famille modeste. C'est d'ailleurs ce qui a permis à de nombreux dirigeants de notre pays d'avoir pu mener des études supérieures, mais, curieusement, ils ont perverti le système. Ils ont créé la caste des privilégiés. Ce n'est pas normal. Je rétablirai la méritocratie. Il faut en finir avec ces pratiques de passe-droits qui sont devenues la règle.
- Je vais aussi développer les centres de formation et d'apprentissage car nous manquons de main-d'œuvre qualifiée. C'est particulièrement vrai dans les métiers du bâtiment.

## **Contre le chômage**

je vais mettre en place une politique de formation des jeunes aux métiers du futur, notamment dans les nouvelles technologies où il y a un énorme potentiel de création d'emplois. Il faut aussi encourager l'entrepreneuriat et qu'on cesse de voir le créateur d'entreprise comme celui qui a échoué à trouver un emploi public. Il faut créer des lycées de formation professionnelle agricole parce que c'est la vocation de notre pays.

Il ne saurait y avoir de bonne gouvernance si ceux qui sont aux affaires ne sont pas vertueux et n'incarnent pas au quotidien les valeurs de justice et de solidarité.

**Exigez l'intégrité. Osez Françoise Toé !**

**NAN LARA AN SARA**

